

VILLE DE CARNOUX EN PROVENCE

**OBJET : Réglementation temporaire du stationnement sur l'avenue LAVOISIER, pour la dépose des anciennes cuves à carburant d'Intermarché par la société NIETO TP du 31 mars 2025 au 10 avril 2025**

Acte rendu exécutoire

ARRÊTÉ N° 35/2025

Nous, **Jean-Pierre GIORGI**,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'ordre National du Mérite,  
Maire de la Commune de **CARNOUX en PROVENCE**,  
VU le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et 2213-1,  
VU les articles L.511-1 et suivants du CSI,  
VU le Code de la Route,  
VU le Code Pénal et notamment l'article R610-5,

Le   
Le Maire  

**CONSIDÉRANT** qu'il importe de réglementer temporairement le stationnement sur l'avenue LAVOISIER, pour la dépose des anciennes cuves à carburant d'Intermarché par la société NIETO TP **du 31/03/2025 au 10/04/2025**,

ARRÊTONS

ARTICLE 1 :

Le stationnement des véhicules de toutes sortes sera interdit sur l'avenue LAVOISIER, sur les emplacements situés le long de l'ancienne station service d'Intermarché, **du 31/03/2025 au 10/04/2025**, pour la dépose des anciennes cuves à carburant par la société NIETO TP.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est applicable pendant la période indiquée à l'article 1.

ARTICLE 3 :

La mise en place, la pose et l'enlèvement de la signalisation, seront exécutés par la société NIETO TP.

ARTICLE 4 :

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

ARTICLE 5 :

Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 6 :

Les conducteurs des véhicules devront se conformer strictement à ces instructions ainsi qu'à celles que pourraient leur donner sur place les agents chargés du service d'ordre.

Ils seront responsables dans le cas où des accidents surviendraient par la suite de la non-observation du présent arrêté.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François Lecas, 13002 Marseille), dans le délai de deux mois suivant sa notification et/ou sa publication. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

ARTICLE 8 :

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Carnoux en Provence,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Carnoux en Provence,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Carnoux en Provence,  
La société NIETO TP, et son représentant Monsieur Arnaud NIETO,  
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté  
Fait à Carnoux en Provence, le **20 mars 2025**.

  
Le Maire,   
**Jean-Pierre GIORGI**